

Le PS pour plus de justice fiscale: halte aux privilèges pour les riches étrangers – OUI à l’initiative contre les forfaits fiscaux

Un des facteurs résiduels qui fait que la Suisse demeure un havre largement reconnu pour la soustraction fiscale est lié au maintien, dans la plupart des cantons, de forfaits fiscaux, autrement dit de l'imposition selon la dépense. Ce dispositif permet aux riches étrangers de s'abstenir d'être imposés sur la totalité de leurs revenus et fortune en négociant -avec le fisc – une taxation forfaitaire se basant notamment sur un multiple de la valeur locative de leur logement. Il contrevient donc clairement à la justice fiscale et notamment au principe constitutionnel de l'imposition en fonction de la capacité économique et financière. Avec - pour conséquence - que les riches étrangers paient comparativement moins d'impôts que les Suissesses et les Suisses. Cela a non seulement un impact sur la morale fiscale, mais ouvre grand les portes à tous les types d'abus. Des interstices où les milliardaires et autres oligarques sont les premiers à s'engouffrer.

Dans quelques cantons (ZH, SH, AR, BS, BL), il a été décidé d'abolir ces privilèges. Et, n'en déplaise aux oiseaux de mauvais augure, la menace d'une délocalisation massive brandie par les bénéficiaires de l'imposition forfaitaire ne s'est pas réalisée. Au final, l'administration cantonale encaisse plus d'impôts auprès de celles et ceux qui sont resté-e-s qu'elle n'en encaissait avant auprès de tous les profiteurs.

Voilà des années que le PS combat cet impôt. Raison pour laquelle il soutient l'initiative «Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)» qui sera vraisemblablement soumise en votation cette année encore. Le contre-projet indirect (modifications de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct et de celle sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes) ne constitue pas une alternative dans la mesure où il ne fait que consolider des inégalités inacceptables. Puisque la majorité de droite du Parlement a rejeté cette initiative, il convient donc de faire appel au peuple et aux cantons.

Nous rejetons le tourisme fiscal, en Suisse comme au plan international. A l'instar de ce qui s'est passé pour le secret bancaire, il faut s'attendre à ce que la pression étrangère augmente à l'égard des forfaits fiscaux. Dans son rapport de janvier 2012 consacré à la Suisse, l'OCDE a déjà recommandé leur abrogation. En outre, depuis la récente adoption de l'initiative contre l'immigration de masse, on ne saurait maintenir de tels privilèges pour les riches étrangers. La Suisse doit, au contraire, tout mettre en œuvre pour combler les lacunes de sa fiscalité plutôt que de s'exposer à de nouvelles mesures de rétorsion.

Proposition:

Le Comité directeur du PS Suisse mène - de concert avec les organisations qui lui sont proches - une campagne de votation aussi large qu'active. Plusieurs cantons ont montré la voie: les forfaits fiscaux ne sont pas une fatalité. Pour qu'ils soient définitivement rejetés dans les urnes, nous devons toutefois faire preuve d'un engagement total.